

ABONNEMENT

Un an..... 18 fr.
Six mois..... 9 »
Trois mois..... 4 5

L'ÉCHO SAUMUROIS

INSERTIONS

Annonces, la ligne... » 20
Réclames, — .. » 30
Faits divers, — .. » 75

Journal Politique, Littéraire, d'Intérêt local, d'Annonces Judiciaires et d'Avis Divers
PARAISANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

L'Agence Havas, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires, et 8, place de la Bourse, est seule chargée à Paris de recevoir les annonces pour le journal.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire.
Un trimestre commencé sera dû

BUREAUX: 4 PLACE DU MARCHÉ-NOIR, SAUMUR

Les abonnements et les insertions doivent être payés d'avance

SAUMUR, 31 JANVIER

L'AMNISTIE

Où, pour ne point contrarier les auteurs de la proposition, nous voulons bien admettre que l'amnistie s'imposait en principe. Pourquoi, comment, en vertu de quel fait, de quelle loi morale? Personne n'en sait rien et ne saurait l'expliquer. Mais il paraît qu'elle s'imposait dans le courant général des idées.

Evidemment on s'en passait, sans aucune privation, depuis plusieurs années, et il n'eût pas été absolument impossible de s'en passer encore pendant quelques autres, les gens évadés du sol français ne ressentant, de leur exil volontaire, aucun dommage interne ni externe, excepté, peut-être, sous le rapport culinaire. Nourriture et langage usuel à part, ils retrouvaient, à l'étranger, les cafés, les cercles, les grecs, les escrocs, les pièces, les artistes et les grues de Paris. Néanmoins, bien qu'elles n'en témoignassent aucunement le désir, le Parlement a cru devoir rappeler ces intéressantes victimes sur le sol natal. Question de sentimentalisme exagéré. Dans une minute inopinée de « revenez-y », d'attendrissement légèrement jobard aux souvenirs d'enfance, et aux vieilles romances pleurardes, *Loin du pays, les Hirondelles, le Déporté, Sombre Océan, le Pigeon messager* (que les proscrits mangent aux petits pois), la Chambre décidait le rappel des bannis, naïveté que nous n'avons point le courage de blâmer.

Au lieu de l'amnistie politique atteignant des citoyens très rentés, ou occupant une situation lucrative exprès désertée, qui n'ont été frappés que parce qu'au mérite normal, au travail de paix et de régularité ils ont préféré l'aurole facile, banale et frelatée du martyr (le bâton de maréchal des idiots ou des fous, des généraux pour ne point dire des raseurs), j'aurais compris qu'on pardonnât, qu'on rendît en liberté des gens, hommes, femmes, enfants, ayant volé du pain, de l'argent, par suite de misère, d'incoscience, parbleu! même par suite de vice, de pourriture infiltrés dans le sang. Non pas. Le cabotinage politique dont nous mourrons exigeait l'amnistie politique, l'amnistie des cabotins de la plume et de la tribune.

A qui la faute? A M. Faure et à Victor Hugo.

M. Faure, que vous supposiez faussement un illettré, est, au contraire, imbu, ju-qu'aux mœurs, de nos grands poètes modernes, surtout de Hugo. La preuve? Elle vous saute aux yeux.

Est-ce que son amnistie — car elle est sienne; elle ne provient pas, quoiqu'en prétendent les radicaux, de M. Bourgeois, encore moins de M. Ribot qui se distingue, au contraire (vous en aurez bientôt l'éclatant témoignage) par la longévité de ses rancunes, je ne dis pas de ses haines car il est d'esprit trop médiocre pour s'élever jusqu'à la haine — est-ce que l'amnistie de M. Faure ne sort pas tout droit du monologue, dans *Hernani*, de Charles-Quint interrogeant le squelette de Charlemagne:

— Et par où commencer?

— Mon fils, par la clémence!

Non. Voici l'absolue vérité.

Ne trouvant pas de Charlemagne à ques-

tionner, bien qu'on ait le droit d'avancer que M. Perier ne s'est pas privé de faire Charlemagne, M. Faure s'est contenté d'emprunter aux enfants le jeu consistant à ouvrir un livre au hasard de l'épingle, la lettre la plus voisine de l'A gagnant sur celle qui en est plus éloignée. En cherchant, dans le premier bouquin venu, à l'aide de ce procédé can lide, son mot de début, M. le Président est tombé sur le mot clémence. De là, uniquement, par extension, par analogie, l'amnistie à laquelle le plus Félix des Faure songeait, la veille de son élection, encore moins qu'à son premier « herbon ».

Dame, tout le monde — en ce compris les sept fameux refractaires de la Chambre — n'a pas unanimement jubilé. Certains journaux bien pensants et bien pensés émettent des réserves: On se repentira peut-être d'une indulgence prématurée... M. Rochefort par ci... M. Gérauld-Richard par là. Ce dernier? La fugue grotesque de M. Perier lui ouvrait naturellement, tout de go et à deux battants, les portes de Sainte-Pélagie. M. Rochefort? Est-ce que, vraiment, il subsiste des bourgeois assez arriérés, assez opaques, assez obtus pour appréhender la venue en France de M. Rochefort! Allons donc! On n'a plus peur de M. Rochefort que dans la lune ou parmi les restes gâteaux des Bouapartants, des Ratapois mangés aux vers de 1868.

C'est, en tout cas, un trait d'esprit chez M. Faure d'enlever la peau d'emprunt de ces Aristides à trois sous la pièce. Qu'est Gérauld-Richard sans la prison? Un niais sordide et un ignorant prétentieux: sortez-le donc de son cachot postiche. Rouanet, Jaurès, Mirman, l'absence leur redonnait un relief qui s'effaçait dans l'oubli. Rendez à Jaurès son perchoir, à Rouanet sa « pratique », à Mirman ses effets publics de pince-nez. Quant à M. Rochefort, ne soyez pas en peine. Je vous garantis que, d'ici cinq mois, il crèvera de tranquillité, d'em-patement, et qu'il effectuera un coup de chien de premier ordre pour retourner à l'étranger. Il ne comprend plus rien à la France qui ne le comprend plus.

Donc, accueillons favorablement cette amnistie, un peu tombée comme un mufot dans une guitare, mais qui remet hommes et choses à leur véritable place et les montre sous leur véritable jour.

La proposition Bazille

UN SOUS-SECRETÉNAIRE D'ÉTAT A LA GUERRE

M. Bazille, député de la Vienne, a déposé, samedi dernier, un amendement au chapitre 1^{er} du budget de la guerre, ayant pour but la création d'un sous-secrétariat d'Etat au ministère de la guerre.

Le sous-secrétaire d'Etat n'aura rien à voir dans les affaires militaires, il s'occupera uniquement de l'administration et de la comptabilité qui ont rudement besoin d'être la première surveillée et la seconde tirée au clair.

Les militaires sont loin d'être familiarisés avec les règles de l'administration et de la comptabilité publique; c'est pour ce motif que les plus graves irrégularités existent dans la comptabilité du ministère de la guerre; c'est ainsi qu'en 1889, par exemple, la Cour des comptes a signalé 55 irrégularités dans les comptes de la guerre; elle en avait relevé jusqu'à 94 en 1886.

Et le plus grave est que les mêmes irrégularités sont chaque année signalées, sans que le ministre de la guerre cherche à en empêcher le retour l'année suivante.

Virements, accroissements irréguliers de personnel, interventions de dépenses de budget à budget, maintien en surnombre au ministère d'officiers payés sur la solde des corps de troupes, paiements par mandats d'avance, tout cela, hélas! existe dans les comptes du ministère de la guerre!

Mais il y a des choses plus graves encore, ajoute l'auteur de la proposition.

C'est ainsi qu'on a vu, par exemple, en 1886, un marché de conserves s'élevant à 3,750,000 francs confié à la maison Digeon, qui n'avait ni capitaux, ni usines, ni outillage pour exécuter la commande.

Et l'administration de la guerre n'a pas même pris la peine de faire verser le cautionnement de 125,000 francs stipulé.

Qu'est-il arrivé? La maison Digeon n'a pu tenir ses engagements et, pour que le marché fût exécuté, il a fallu en autoriser la cession à la maison Prevet et en modifier toutes les clauses. On devait livrer des conserves de Nouvelle-Calédonie; on livra, en réalité, des conserves américaines.

Voilà, sur la question des fournitures, un exemple entre mille.

Autres étrangetés:

Sait-on que certains généraux touchent un honoraire spécial de 4,000 francs quand ils vont, pendant quelques heures, diriger ce qu'on appelle « les petites manœuvres »?

Sait-on qu'il existe à l'état-major général, d'après l'annuaire, plus de 140 officiers, tandis que le budget n'en fait ressortir que 98!

Si les assertions de M. Bazille sont exactes, sa proposition sera certainement approuvée par la Chambre. Il est utile que les gaspillages de toute nature prennent fin et qu'un commis, un contrôleur d'Etat surveille uniquement, exclusivement et rigoureusement l'administration et la comptabilité militaires....

A moins que le projet n'aboutisse à la création d'une nouvelle fonction et n'accroisse de nouveaux soldats l'armée déjà trop considérable des fonctionnaires et des bureau-grattes.

Les ministres Franc-Maçons

M. Leygues, ministre de l'intérieur, est franc-maçon.

M. Chautemps, ministre des colonies, est franc-maçon.

M. Dupuy-Dutemps l'est aussi, si nos informations sont exactes.

M. Gadaud, ministre de l'agriculture, est un des dignitaires de l'Association générale des Athées.

Le F. Gadaud présidait le conseil maçonnique qui s'est tenu au Grand Orient, au mois d'octobre 1894.

En sa qualité de médecin, M. Gadaud n'avait rien qui le prédestinât à la surveillance de l'agriculture; aussi, peut-on supposer qu'il a été choisi, non point parce qu'il se connaît en carottes ou que l'élevage des lapins n'a plus de secrets pour lui, mais tout simplement en sa qualité d'agent officiel du Grand Orient.

Dans tout cabinet républicain, le Grand-Orient compte son représentant attiré; aujourd'hui, c'est le F. Gadaud. La Franc-Ma-

çonnerie peut être tranquille; elle reste toujours, envers et contre tous, l'inspiratrice, et la directrice du gouvernement.

Les obsèques du maréchal Canrobert

Le service funèbre aura lieu aux Invalides, de même que l'inhumation. Le corps sera transporté directement samedi matin, sans que les troupes l'accompagnent.

Il n'y aura donc pas de défilé militaire à travers Paris comme pour le maréchal de MacMahon.

Le gouvernement craindrait, dit-on, quelques cris hostiles ou des manifestations contre le régime établi. On redouterait les gens qui ont conservé le souvenir du maréchal *Hrran!*

Canrobert et Belfort

Nous avons dit hier quelques-uns des titres immortels du maréchal Canrobert à l'amour de la France.

Le plus grand, c'est d'avoir conservé Belfort à la patrie française.

En 1871, au moment de la discussion du traité de paix, l'empereur d'Allemagne apprit un jour que ses plénipotentiaires, se conformant aux principes ordinaires de la délimitation des frontières, laissaient à la France la partie du territoire sur laquelle avait été livrée la bataille de Saint-Privat.

L'Empereur fit donner, immédiatement, à ses mandataires ordre de faire à la France telle concession qui lui semblât équivalente, déclara qu'il exigeait que le champ de bataille de Saint-Privat, où reposait sa garde, restât à l'Allemagne.

Informés de cette communication, les négociateurs français exigèrent, à leur tour, que la France conservât la ville de Belfort qui venait d'être comprise dans le territoire allemand.

Après en avoir rélégué à l'Empereur, les plénipotentiaires allemands furent obligés d'acquiescer à cette condition et Belfort resta français.

Aussitôt cette décision acceptée de part et d'autre, M. Thiers, chef du pouvoir exécutif, en fut informé officiellement et vint en personne voir le maréchal Canrobert auquel il transmit ses remerciements au nom de la France, pour avoir su conserver au pays une de nos plus belles places de guerre dont la perte eût eu des conséquences peut-être irréparables.

Cette page d'histoire, incontestable, et qui ne sera pas contestée, ne sera jamais oubliée par les patriotes.

La Commission de l'armée

LES FRÈRES SOUS LES DRAPEAUX

La commission de l'armée a examiné quelques propositions qui paraissent avoir un caractère d'urgence et qui sont de nature à ne soulever aucune difficulté.

La première est une proposition de loi de M. de Montfort portant modification à la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée relativement au service de deux frères. Si la loi militaire est dure, elle l'est particulièrement lorsque deux frères sont appelés ensemble sous les drapeaux.

